

SÉMA-E

201, boulevard Jean Moulin - BP 90036 - 49401 SAUMUR Cedex

02 41 67 08 17 - [accueil@sema-e49.com](mailto:accueil@sema-e49.com)

[sema-e49.com](http://sema-e49.com)



# Rapport du mandataire 2022

Communauté  
d'Agglomération  
Saumur Val de Loire

## Partie 1. VIE DE LA SOCIETE

### A. Vie sociale

#### 1. La gouvernance et les mandataires sociaux

Par délibération en date du 17 juin 2014, le Conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

Madame Aurélie KAMINSKI a été désignée Directrice générale par délibération du Conseil d'administration du 19 novembre 2014, pour une durée illimitée. Madame Aurélie Kaminski a présenté sa démission de son mandat de Directrice générale par courrier le 15 novembre 2021. Ses missions ont pris fin le 15 janvier 2022.

Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 6 janvier 2022, a désigné Monsieur David GOUDET en tant que Directeur général, à partir du 15 janvier 2022 et pour une durée indéterminée.

Le tableau suivant récapitule les différents mandats ou fonctions exercées par les différents mandataires sociaux. Il s'agit des mandats occupés dans d'autres sociétés commerciales, quelle que soit leur forme.

DATE	NOM	FONCTION	MANDAT EXERCE DANS UNE AUTRE SOCIETE
Depuis le 10 septembre 2020	Christian RUAULT	Président	Néant
Du 19/11/2014 au 15/01/2022	Aurélie KAMINSKI	Directrice générale	Directrice générale - Saumur Agglopropreté
Depuis le 15/01/2022	David GOUDET	Directeur général	Directeur général - Saumur Agglopropreté

#### 2. Examen des conventions règlementées de l'exercice

##### a) Liste des conventions autorisées en 2022 par le Conseil d'administration

Aucune convention réglementée nouvelle a été autorisée en Conseil d'administration durant l'année 2022.

Conformément à l'ordonnance N°2014-863 du 31 juillet 2014, le Conseil d'Administration du 10 mai 2022 a réexaminé les conventions règlementées en vigueur :

- bail commercial pour l'occupation du siège social avec la SPL Saumur Agglopropreté et ses avenants 1, 2, 3 et 4 et 5 ;
- marché de gestion du centre de transfert de Bellevue avec la SPL Saumur Agglopropreté pour un montant de 2 788 728 € HT pour une période 5 ans éventuellement renouvelable 1 an ;

- convention 2020/01 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du centre d'environnement de Bellevue – Saint Lambert des Levées ;
- convention 2020/02 fixant les modalités de remboursement par la SPL Saumur Agglopropreté des charges supportées par la SEMA-E relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet ;
- convention 2020/03 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet.
- convention d'occupation du domaine public à Bellevue avec la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
- convention d'apport en compte courant avec la SAS SEVE

### *b) Conventions courantes avec la SPL Saumur Agglopropreté*

Comme tous les ans, plusieurs conventions ont été passées en 2022 entre la SémA-E et Saumur Agglopropreté dans le cadre d'opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Il s'agit essentiellement de conventions portant sur de la location de véhicules.

Enfin, la SPL Saumur Agglopropreté et la SEMA-E ont constitué un groupement de commandes en 2014. Ce groupement permet aux deux structures de rationaliser leurs coûts de gestion et de faire des économies d'échelle en mutualisant leurs achats.

Cette convention de groupement est basée sur une liste limitative de prestations concernées. En 2021, un 3e avenant a été signé pour compléter la liste des prestations rentrant dans le champ du groupement de commandes :

- installation et maintenance de logiciels (gestion de la maintenance assistée par ordinateur, logiciel d'exploitation des cartes de tachygraphe des véhicules) ;
- fourniture de carburants (gazole, GNR, GNV, Ad Blue) ;
- fourniture de matériels pour les véhicules (pneumatiques, pièces détachées, pièces diverses) ;
- prestations d'entretien et de réparation des véhicules ;
- service de complémentaire santé et prévoyance ;
- prestations d'intérim ;
- ménage ;
- traitement de déchets.

### c) Conventions courantes avec d'autres actionnaires ou administrateurs

La société a conclu diverses conventions avec des actionnaires ou des administrateurs dans le cadre de son activité. Il s'agit notamment de prestations que ses actionnaires ou administrateurs lui sous-traitent, dans le cadre de contrat (collecte de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, transport des déchets verts de la ville de Saumur pour la SARL Moulin des Chasles, ...). Il s'agit aussi de contrats de traitement de déchets, comme le contrat passé entre la SAVED (filiale Veolia) et la SémA-E pour le traitement des DIB.

## 3. L'actionnariat et les administrateurs

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

**SEML AGGLO ENVIRONNEMENT (SÉMA-E)**  
**SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2022**  
**CAPITAL DE 245 000 EUROS DIVISE EN 1 750 ACTIONS DE 140 EUROS.**

ACTIONNAIRES	%	NB ACTIONS	ADMINISTRATEURS
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire  Représenté en AG par M. Christian RUAULT	69 %	1205	Mme Sylvie BEILLARD Mme Isabelle GRANDHOMME M. Jackie GOULET Mme Nicole MOISY M. Grégory PIERRE M. Gérard POLICE Mme Sylvie PRISSET M. Christian RUAULT Mme Jacqueline TARDIVEL
Véolia - Grandjouan Saco	17 %	300	M. Dominique GOLDBERG
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Anjou	6 %	100	M. Arnaud PANAGET
Chambre de Commerce et d'Industrie du Maine et Loire	2 %	30	M. Julien REIX
Citec Environnement	2 %	30	-
Henri Passenaud Récupération	2 %	30	-
Ecosys	1 %	20	-
Sarl Moulin des Chasles	1 %	20	M. Lucien GERBIER
Performance Environnement	1 %	15	-

En 2022, deux nouveaux représentants permanents d'administrateurs ont été désignés au sein du Conseil d'Administration de la SEMA-E :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Maine-et-Loire, a désigné Monsieur Julien REIX au Conseil d'Administration de la SEMA-E en remplacement de Monsieur Jean-Benoît PORTIER. Monsieur Julien REIX a été élu Vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Maine-et-Loire en novembre 2021.
- La communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a désigné Madame Nicole MOISY au Conseil d'Administration de la SEMA-E en remplacement de Monsieur Eric TOURON. Madame Nicole MOISY est Vice-présidente de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire chargée du contrôle analogue.

## 4. Les commissaires aux comptes

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des commissaires aux comptes.

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE - MANDAT (DANS LES STATUTS)	DATE DE RENOUELEMENT DU MANDAT EN AGO
Titulaire : TGS France AUDIT	6 ans	18 juin 2018

## 5. Les filiales et participations

La SémA-E ne dispose pas de filiale et a pris des participations dans deux sociétés : la SAS Saumur Energies Vertes et la SAS Or Norme.

Ces prises de participations correspondent aux orientations de développement de la SemA-E définies en 2017, qui proposent de soutenir et d'accompagner des projets dans le domaine de la valorisation des déchets et de l'économie circulaire sur le territoire.

### SAS Saumur Energies Vertes

La SAS Saumur Energies Vertes a été créée le 30 mai 2017, pour porter deux projets :

- une unité de méthanisation à Chacé ;
- une station de distribution de bio-GNV à Saumur.

La société est détenue à parité par trois associés, LBG Environnement, représentée par Lucien Gerbier, BFD développement, représentée par François Dusannier et la SémA-E.

La SEMA-E a effectué un apport en capital de 10 000 €, ce qui correspond à une participation de 33,33% dans la SAS SEVE. Cet apport a été autorisé par le Conseil d'Administration de la SEMA-E lors de la séance du 12/04/2017.

L'entreprise ayant fait face à plusieurs dépenses depuis sa création pour le lancement des deux projets, le Président de Saumur Energies Vertes a demandé à chaque associé d'effectuer le versement d'apports au compte courant afin de pouvoir couvrir les différentes dépenses liées aux projets :

- le Conseil d'administration du 08 mars 2018 a validé un apport en compte courant à hauteur de 10 000 € ;
- le Conseil d'administration du 11 juillet 2018 a validé un apport en compte courant à hauteur de 20 000 € ;

- le Conseil d'administration du 12 décembre 2018 a validé un apport en compte courant à hauteur de 10 000 € ;
- le Conseil d'administration du 27 mars 2019 a validé un apport en compte courant à hauteur de 85 000 € ;
- le Président a également validé un apport en compte courant de 60 000 € le 12 août 2019. Il était prévu que cet apport soit remboursé avant la fin de l'année 2019, ce qui a bien été le cas.

Par ailleurs, le compte-courant est bloqué en garantie des prêts accordés pour le projet de station BIO GNV et de méthaniseur, à hauteur de 123 400 € pour une durée de 72 mois.

Au-delà de ces validations en Conseil d'Administration, une convention en compte courant a été rédigée pour formaliser les conditions d'utilisation du compte courant d'associé. Le projet de convention d'apport en compte courant a été validé lors du Conseil d'Administration du 18 décembre 2019.

Les deux premiers exercices comptables de la SAS Saumur Energies Vertes se sont soldés par des pertes, dues au lancement d'activité.

La station Bio GNV a été inaugurée le vendredi 14 février 2020, la vente de biogaz a démarré à cette période. L'essentiel des travaux du site de méthanisation à Bellevigne les Châteaux a été achevé également pendant l'année 2020. La production a débuté en septembre 2020.

L'exercice 2020 a généré des premières rentrées d'argent liées au démarrage de l'activité. Le résultat s'est soldé sur un bénéfice de 16 k€.

L'activité a continué à monter en puissance en 2021 de façon lente mais progressive, après avoir constaté un effet COVID. L'exercice 2021 se solde sur un résultat à l'équilibre.

L'exercice 2022 a confirmé la montée en puissance de l'activité avec un chiffre d'affaires qui a dépassé les 700 k€. Les charges ont été maîtrisées, dans un contexte d'inflation des matières premières liées à l'énergie. L'entreprise est désormais rentable (résultat d'exploitation de 164 k€). Le bénéfice s'élève à 116 k€.

## SAS Or Norme

Le projet, porté par l'association Valorise, est de créer une entreprise de transformation de fruits et légumes déclassés.

Il présente les atouts suivants :

- il répond à des enjeux réels de réduction des déchets et de développement de l'économie circulaire ;
- il est ancré dans le territoire saumurois puisque la fourniture des fruits et légumes se fera quasi exclusivement avec des producteurs locaux.

Le Conseil d'Administration du 15 mai 2019 a validé l'entrée de la SEMA-E au capital de la société Or Norme, à hauteur de 20 000 €, considérant ce projet comme intéressant pour le territoire, tant au niveau de la réduction des déchets et de la lutte contre le gaspillage alimentaire, que pour la création d'une zone d'activité économique, sociale et environnementale à Brain sur Allonnes. Ce projet est en cohérence et en complémentarité avec les projets portés par la SEMA-E et son objet social.

La production sur le site de Brain sur Allonnes a commencé fin octobre 2020. En parallèle, la commercialisation des produits a débuté début 2021, notamment auprès des enseignes de la grande distribution de la Région.

Le premier exercice comptable (exceptionnellement sur une durée de 18 mois) s'est soldé sur une perte de 65 k€. La trésorerie s'élevait à 69 k€ au 30/06/2021.

La Présidente d'Or Norme a mis en place un plan d'actions commerciales. Le chiffre d'affaires s'est alors développé mais est resté trop faible pour couvrir les charges. L'exercice 2022 s'est encore soldé par une perte de 50 k€.

La situation est devenue critique aussi au niveau de la trésorerie.

Etant donné ces éléments, il a été décidé de procéder à une dépréciation d'actifs dans les comptes de la SEMA-E, en 2021 pour un montant de 8 649 € et en 2022 pour un montant de 7 045 €, selon le calcul suivant :

<b>Valeur comptable des titres en date de clôture du 30/06/2022</b>	11 351 € (soit 20 000 € - 8 649 € correspondant à la dépréciation en 2021)
<b>Valeur des capitaux propres en date de clôture du 30/06/2021</b>	110 000 €
<b>Résultat comptable 2021</b>	-65 112 €
<b>Résultat comptable 2022</b>	-50 413 €
<b>Subventions d'investissement</b>	29 209 €
<b>Valeur des capitaux propres en date de clôture du 30/06/2022</b>	23 684 €
<b>Proportion du capital détenu</b>	18,18%
<b>Quote-part des capitaux propres</b>	4 306 €
<b>Moins-value latente 2022</b>	7 045 € (11 351 € - 4 306 €)

Malgré l'apport en compte courant réalisés par certains actionnaires pour garantir la continuité d'exploitation, la question de la continuité de l'entreprise va se poser en 2023.

## 6. Les contrôles externes

La société n'a pas été contrôlée en 2022 par un organisme extérieur.

## B. Bilan social

### a) Évolution globale des effectifs

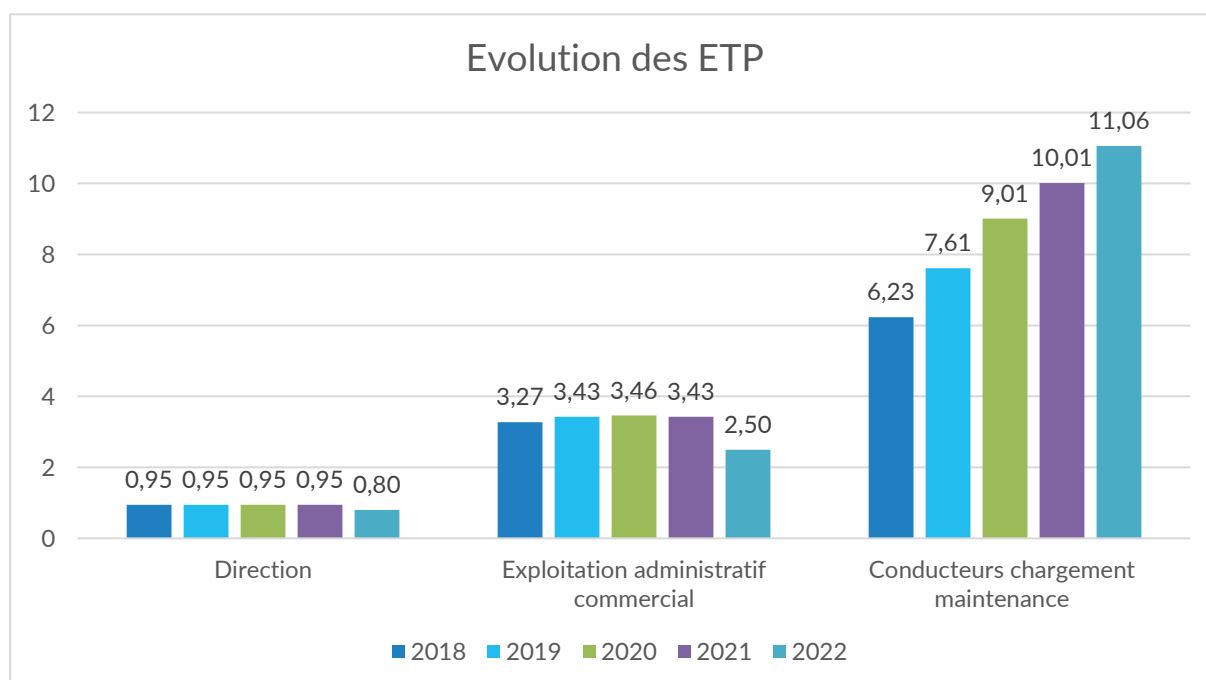
Au 31 décembre 2022, la SEMA-E compte 23 personnes physiques en contrat à durée indéterminée, correspondant à 14,36 ETP sur l'ensemble de l'année.

L'organigramme a connu quelques évolutions en 2022 :

- Changement de direction ;
- Embauche d'un nouvel agent de chargement ;
- Départ d'un chauffeur (en attente d'être remplacé) ;
- Arrivée à temps partiel d'un agent de maintenance en bâtiment ;
- Embauche à temps partiel d'un membre de l'équipe RH dans le cadre d'un remplacement pour départ en retraite à venir.

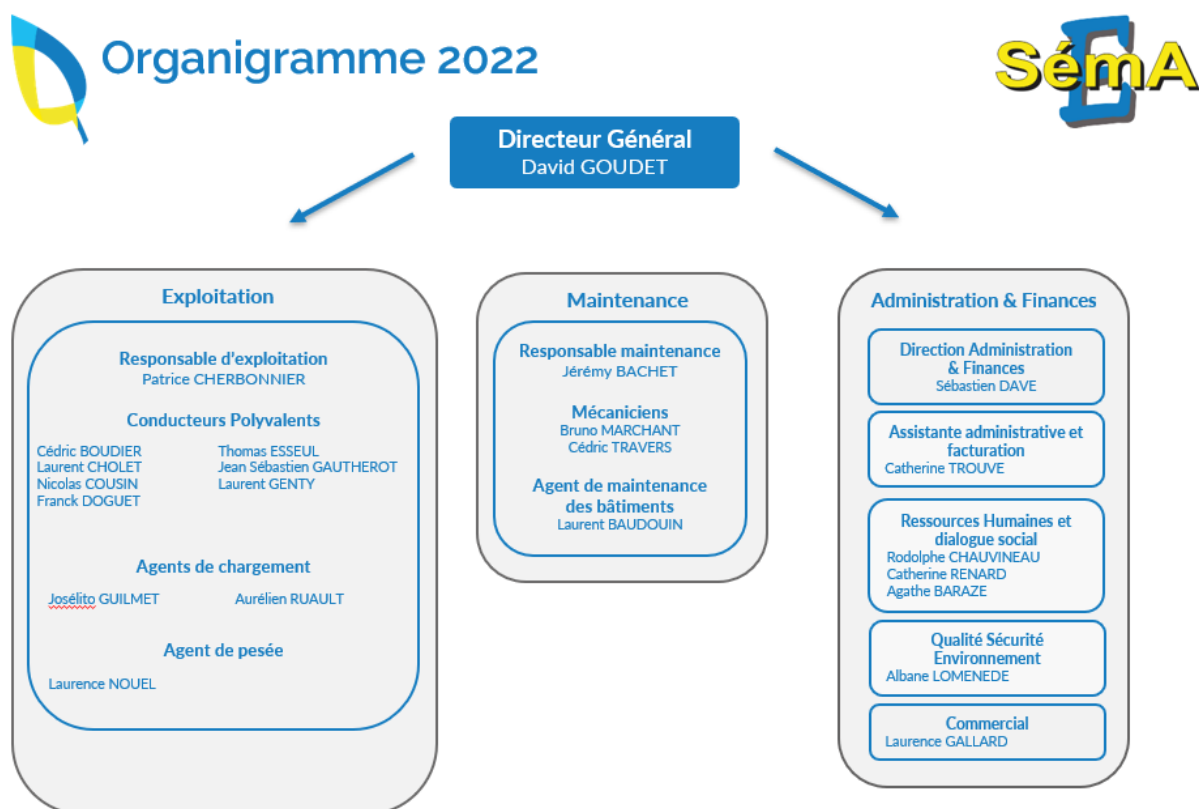
Emplois	Nombre de salariés au 31 décembre 2022	Nombre d'ETP au 31 décembre 2022
Direction	1	0,80
Exploitation administratif commercial	8	2,50
Conducteurs chargement maintenance	14	11,06
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>14,36</b>

L'effectif total augmente légèrement en 2022 par rapport aux années précédentes.





b) Organigramme de la société au 31 décembre 2022



c) Type de contrat

Ce tableau indique la répartition des effectifs par type de contrats dans l'entreprise durant l'année écoulé (démission et embauche comprises).

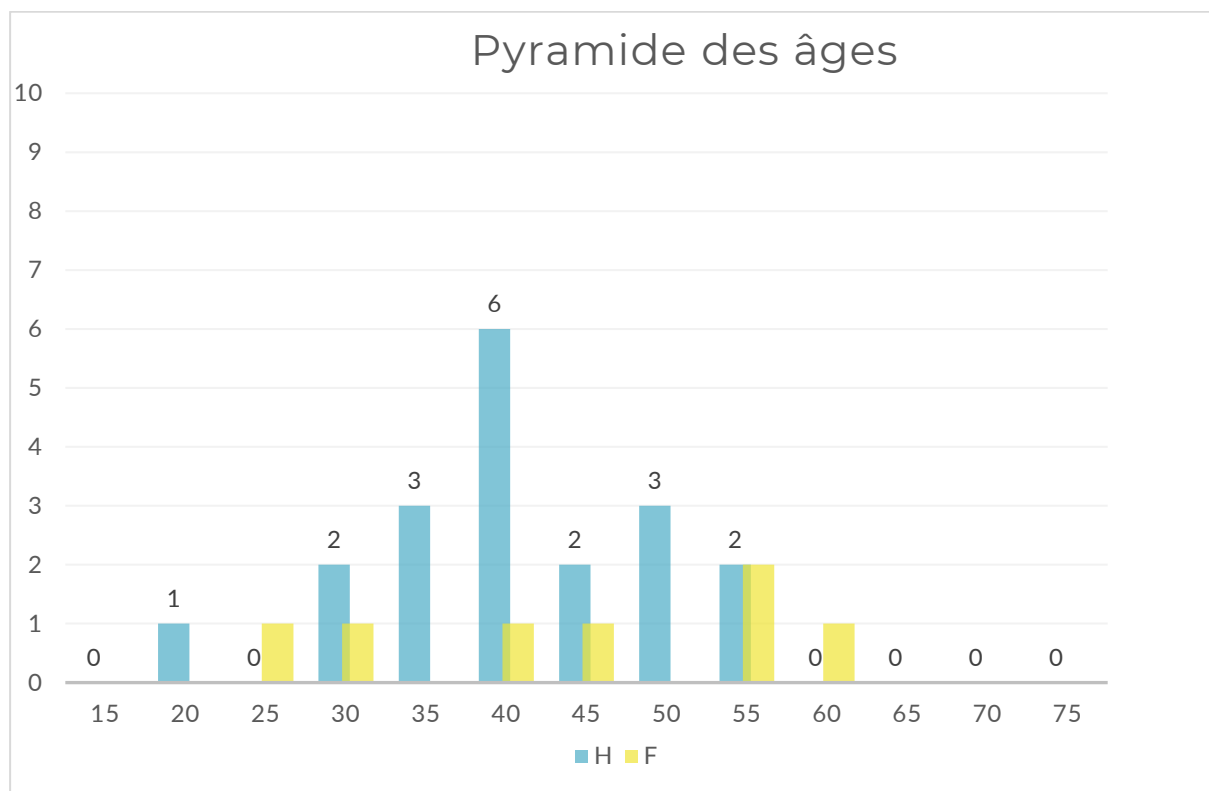
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation
<b>Déterminée</b>	0	1	0	1	0	2	
<b>Indéterminée</b>	23	21	18	22	22	26	18,18%
<b>Total</b>	23	22	18	23	22	28	27,27%

En 2022, il y a eu 3 départs (2 démissions et 1 licenciement). Nous avons eu recours à 2 CDD temps plein en début d'année 2022, qui ont été transformés en CDI durant l'année. Enfin, 2 autres CDI, à temps partiel ont été recrutés sur l'année 2022. (1 création de poste en maintenance des bâtiments, l'autre pour le remplacement d'un départ en retraite au service des ressources humaines).

#### d) *Recours à l'Intérim*

Le recours à l'intérim ne cesse de diminuer, passant de 86 k€ en 2021 à 57 k€ en 2022 (en 2020 il était de 109k€).

#### e) *Pyramide des âges et moyenne d'âge par sexe*



Au 31/12/2022, l'âge moyen est de 44 ans :

- 47 ans pour le personnel féminin (7 salariées)
- 42 ans pour le personnel masculin (16 salariés).

#### f) *Prévention des risques professionnels*

La SEMA-E accorde une place importante à la sécurité de ses salariés. Cela se traduit par une animation de la sécurité au sein de l'entreprise et une recherche d'amélioration continue en matière de prévention des risques professionnels.

Ces actions peuvent impliquer des formations et sensibilisations, des achats ou modifications d'équipements et la mise en place de procédures. Parmi les actions effectuées en 2022, les plus importantes sont les suivantes :

- Une partie des salariés a été formée à la manipulation des extincteurs. Les employés de bureau ont également été formés à l'évacuation. Le reste du personnel sera formé à la manipulation d'extincteurs en 2023 ;

- La journée de sensibilisation routière, organisée le 29 juin, a été l'occasion de sensibiliser le personnel aux différents risques routiers tout en passant un moment convivial ;
- Achat de petit équipement individuel et collectif ainsi que des petites modifications de gros équipement ont également eu lieu, dans le but d'assurer la sécurité des employés et d'améliorer leurs conditions de travail.

### *g) Absentéisme – Accidents du travail*

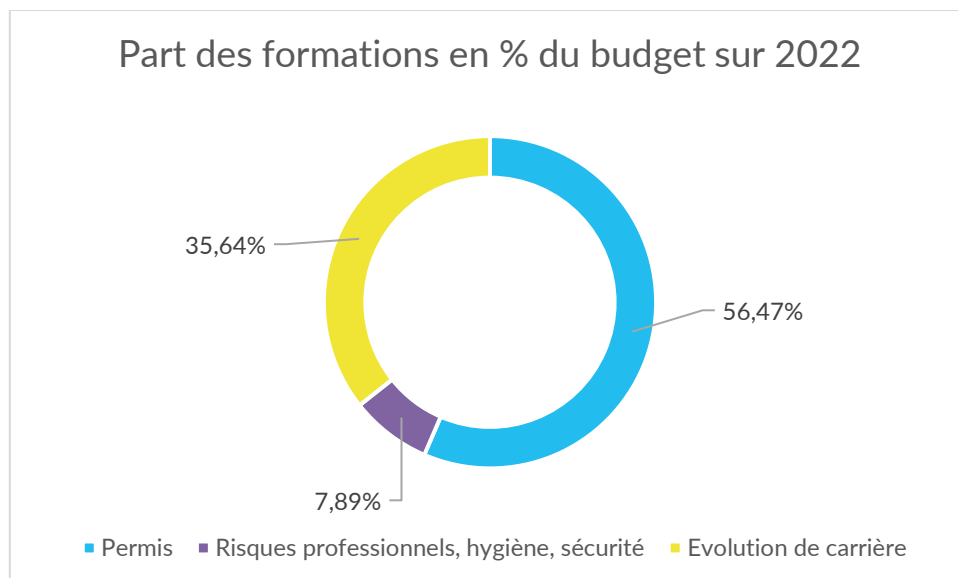
Concernant les accidents du travail, une recherche des causes de ces derniers est effectuée afin de mettre en place des mesures de prévention et éviter la réapparition de ces derniers.

En 2022, l'entreprise a recensé 2 accidents de travail, sans arrêt de travail.

### *h) Plan de développement des compétences*

Conformément aux obligations légales, la SEMA-E se dote annuellement d'un plan de développement des compétences pour maintenir à jour les formations obligatoires des salariés, mais également pour développer leur employabilité.

En 2022, 196 heures de formation ont été suivies par l'ensemble du personnel de la société. Ce volume de formation a été réparti entre 9 personnes uniques au sein de l'entreprise.



Pour l'année 2022, les formations obligatoires en lien avec l'activité de la société (renouvellement de permis/ CACES/ FCO) représentent encore une fois à elles seules plus des 2/3 du budget dédié aux formations.

Grace à un partenariat avec les services de santé au travail qui réalise en partie, gratuitement les formations SST, la part des formations en lien avec la sécurité et les risques professionnels n'impacte pas le budget de formation alors qu'elle représente 10,71% du temps passé en formation (contre 8% sur 2021).

## **Bilan financier du plan de développement des compétences**

Le plan de développement des compétences 2022 représente un investissement en termes de coûts pédagogiques de 5 346,70€, soit 0,98% de la masse salariale brute.

## **PARTIE 2. EXERCICE DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR**

### **A. Les représentants de la CASVL au sein de la Séma-E**

Pour rappel, la société est gérée par un Conseil d'administration, où siègent 13 administrateurs, dont 9 sont les représentants de la Communauté d'Agglomération.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au sein de la SEMA-E ont été renouvelés lors du Conseil communautaire du 30 juillet 2020. Il s'agit de :

- Madame Sylvie BEILLARD
- Monsieur Jackie GOULET
- Madame Isabelle GRAND'HOMME
- Madame Nicole MOISY
- Monsieur Grégory PIERRE
- Monsieur Gérard POLICE
- Madame Sylvie PRISSET
- Monsieur Christian RUAULT
- Madame Jacqueline TARDIVEL

M. Christian RUAULT a été désigné pour assurer la fonction de Président du Conseil d'Administration par délibération du Conseil d'administration du 10 septembre 2020.

La Communauté d'Agglomération est la seule collectivité locale actionnaire de la Seml Agglo Environnement. Elle détient 69 % des actions et est représentée à l'Assemblée générale par M. Christian RUAULT.

### **B. Le fonctionnement du Conseil d'administration**

En 2022, 5 conseils d'administration ont eu lieu.

Le 6 janvier 2022, consacré essentiellement à la nomination du Directeur général.

Le 15 mars 2022, consacré essentiellement au financement de l'acquisition de véhicules et à un point sur l'activité.

Le 10 mai 2022, consacré essentiellement :

- à la validation du projet de rapport de gestion ;
- à l'arrêté des comptes 2021.

Le 27 septembre 2022, consacré essentiellement à un point financier sur la base d'une situation comptable au 30/06/2022.

Le 13 décembre 2022, consacré essentiellement à la validation du budget 2023.

Par ailleurs, un point d'avancement sur les projets SEVE et Or Norme, ainsi qu'un point sur les marchés (demande d'autorisation pour le lancement et information sur les conditions d'attribution : montants et candidats retenus) a été réalisé régulièrement pendant l'année à l'occasion de plusieurs Conseils d'Administration.

## C. Les Assemblées générales

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 24 juin 2022.

## Partie 3. LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion **les résultats les plus significatifs**, dans les domaines comptables et financiers.

Vous trouverez en annexe le détail du compte de gestion et du bilan, extrait de la liasse fiscale.

### A. Les principaux chiffres

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Le **chiffre d'affaires** H.T. s'est élevé à **2 122 855 euros** contre 1 852 727 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+15 %** ;
- Le total des **produits d'exploitation** s'élève à **2 174 467 euros** contre 1 886 275 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+15 %** ;
- Les **charges d'exploitation** de l'exercice se sont élevées à **2 109 143 euros** contre 1 777 779 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+19 %** ;
- Le **résultat d'exploitation** ressort à **65 325 euros** contre 108 496 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de **40 %** ;
- Le montant des **charges de personnel** s'élève à **769 493 euros** contre 734 744 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de **+5 %** ;
- Le montant des dépenses de **travail intérimaire** se sont élevées à **57 240 euros** contre 86 482 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de **34 %**.

Compte tenu :

- d'un **résultat financier** de **-30 662 euros** contre -35 466 euros au titre de l'exercice précédent ;
- du **résultat exceptionnel** de **8 200 euros** contre 3 110 euros au titre de l'exercice précédent ;
- d'un versement au titre de l'impôt sur les sociétés de 12 406 euros,

Le résultat de l'année 2022 fait apparaître un bénéfice de **30 457 €**.

L'année 2022 confirme la progression régulière de l'activité depuis 2016, avec le franchissement cette année pour la première fois du cap de 2 M€ HT de chiffre d'affaires.

L'inflation sur les postes importants (carburant, sous-traitance...) dégrade la rentabilité. Le résultat de l'exercice se solde par **un bénéfice de 30 457 euros** contre 63 853 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 52%.

Au 31 Décembre 2021, le **total du bilan** de la Société s'élevait à **3 947 783 euros** contre 3 912 149 euros pour l'exercice précédent (en baisse de 1%). **L'actif immobilisé** est de **2 402 413 euros** contre 2 408 491 euros pour l'exercice précédent soit une variation de **-0,6 %**. **L'actif circulant** est de **1 545 369 euros** contre 1 503 658 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de **3%**.

Les **capitaux propres** s'élèvent à **1 863 936 euros** contre 1 833 479 euros, soit une hausse de **2%**.

## B. Analyse du bilan

Après une baisse en 2020 du fait de la perte constatée, les capitaux propres de l'entreprise augmentent depuis 2021 avec les bénéfices générés.

Les dettes auprès des établissements de crédit diminuent de 5% sous l'effet des remboursements du capital restant dû en cours d'année sur les prêts en cours. Un seul nouveau prêt a été contracté en 2022 pour le financement de véhicules.

Au total, les dettes s'établissent à 1 558 930 €. Pour rappel, celles-ci avaient augmenté fortement en 2020 (+111%) avec le financement des travaux.

### Principaux ratios

- Ratio d'autonomie financière (capitaux propres/total du bilan : mesure le degré d'importance des financements internes rapportés au total des financements) : ce ratio reste stable en 2022, à 47% ;
- Ratio de liquidité générale (actif circulant / passif à court terme, représente la capacité d'une entreprise à payer ses dettes à court terme) : 294% contre 347% en 2021. Ce ratio, malgré une baisse en 2022, reste à un niveau tout à fait acceptable ;
- Ratio de couverture des emplois stables (capacité pour l'entreprise à financer les actifs de long terme par des ressources stables, doit être au moins égal à 100%) : il reste stable en 2022 à 142% ;
- Ratio de vétusté : 46,1% contre 48,2% en 2021.

Celui-ci se dégrade légèrement, et traduit le léger vieillissement de l'outil de production après une forte augmentation en 2020 qui s'expliquait par les investissements réalisés notamment dans les travaux d'agrandissement et de réhabilitation du siège.

Par contre, le taux de vétusté des véhicules s'élève à 28,1% en hausse par rapport à 2021. Mais cet indicateur signifie que le parc des véhicules est globalement plus vétuste que l'ensemble des immobilisations.

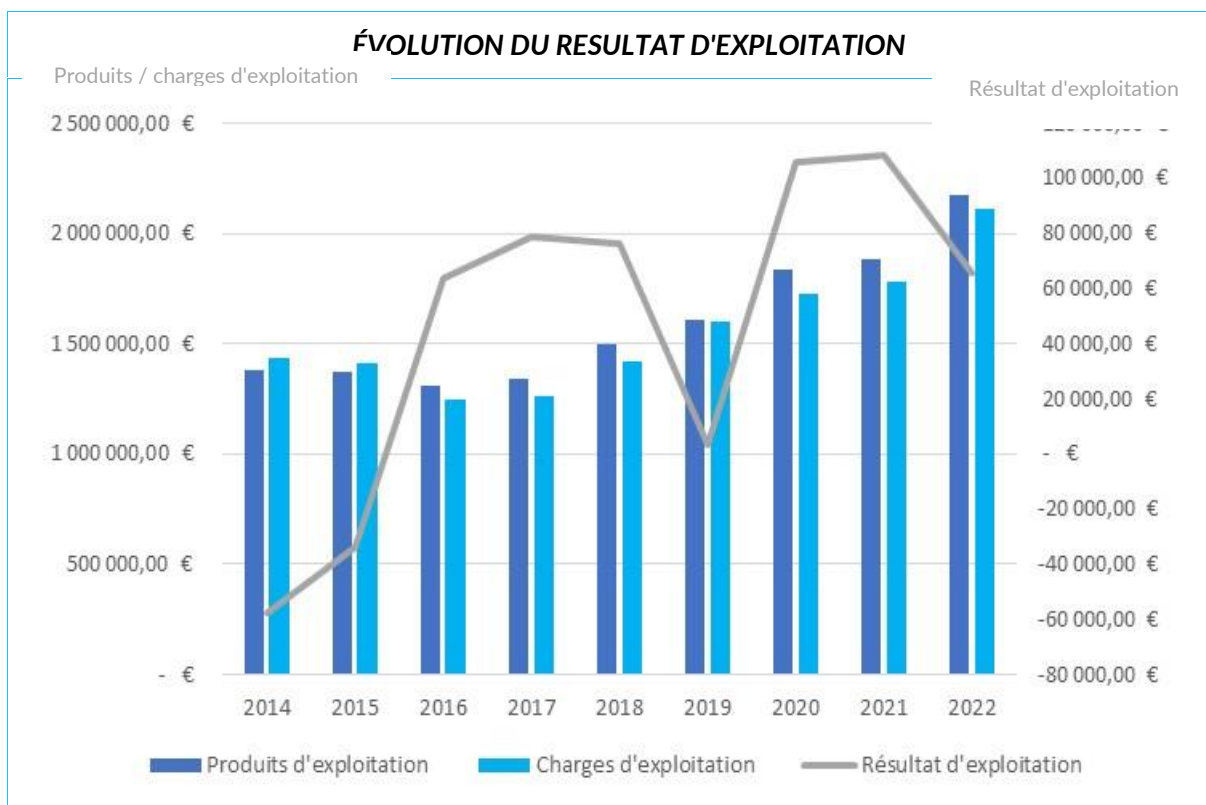
Globalement, les ratios bilantiels évoluent peu en 2022 et la situation financière de la société reste très solide. L'entreprise garde une autonomie financière et possède toujours des capacités pour faire appel aux banques en cas de besoin.



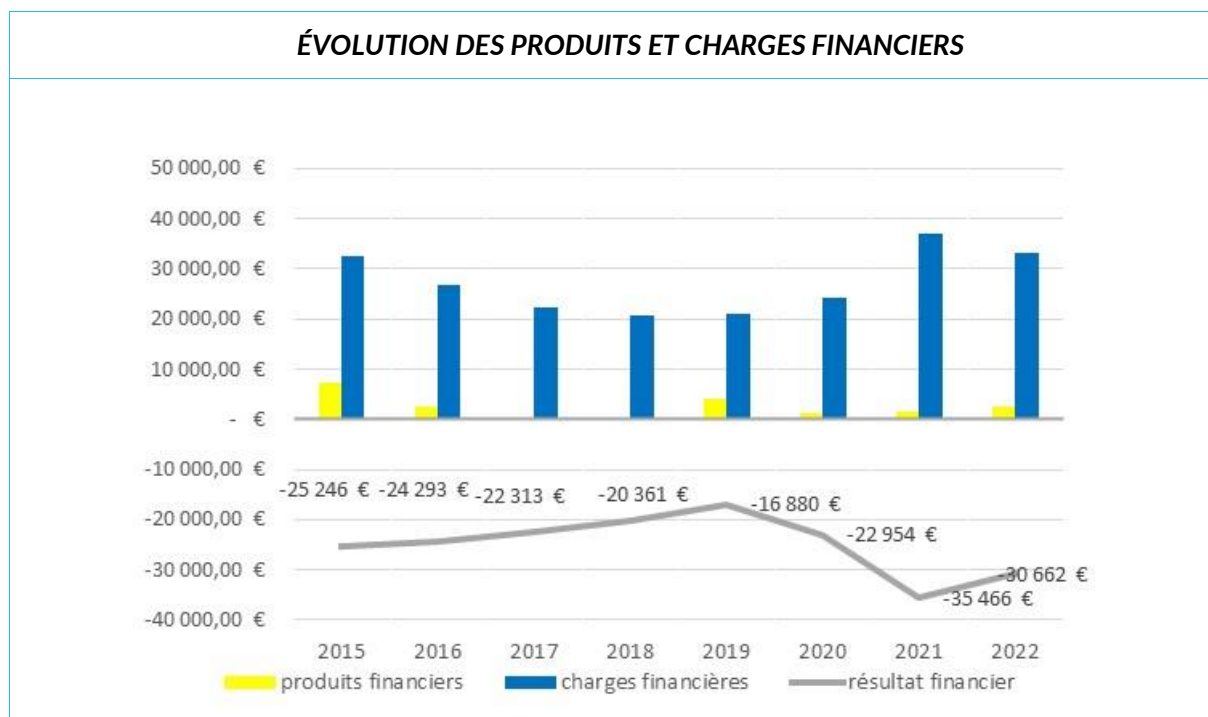
## C. Analyse du compte de résultat

### 1. Le compte d'exploitation

	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Evolution 2022 vs 2021
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 831 513,96 €</b>	<b>1 886 275,52 €</b>	<b>2 174 467,88 €</b>	<b>15,3%</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 787 745,99 €</b>	<b>1 852 727,27 €</b>	<b>2 122 855,59 €</b>	<b>14,6%</b>
<b>Subvention d'exploitation</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>15 975,00 €</b>	
<b>Reprise DAP, transfert de charges</b>	<b>43 765,48 €</b>	<b>33 540,93 €</b>	<b>35 622,95 €</b>	<b>6,2%</b>
<b>Autres produits</b>	<b>2,49 €</b>	<b>7,32 €</b>	<b>14,34 €</b>	<b>95,9%</b>
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 725 954,58 €</b>	<b>1 777 779,41 €</b>	<b>2 109 143,37 €</b>	<b>18,6%</b>
<b>Achat matières premières</b>	<b>8 874,50 €</b>	<b>4 701,96 €</b>	<b>13 315,90 €</b>	<b>183,2%</b>
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>797 488,23 €</b>	<b>795 617,04 €</b>	<b>1 061 410,68 €</b>	<b>33,4%</b>
<b>Impôts et taxes</b>	<b>21 224,89 €</b>	<b>17 700,18 €</b>	<b>23 315,66 €</b>	<b>31,7%</b>
<b>Salaires et traitement</b>	<b>494 673,05 €</b>	<b>540 465,20 €</b>	<b>577 160,26 €</b>	<b>6,8%</b>
<b>Charges sociales</b>	<b>178 595,99 €</b>	<b>194 278,60 €</b>	<b>192 332,56 €</b>	<b>-1,0%</b>
<b>Dotation amortissement</b>	<b>222 466,76 €</b>	<b>221 944,88 €</b>	<b>240 418,47 €</b>	<b>8,3%</b>
<b>Autres dotations</b>	<b>953,00 €</b>	<b>1 218,00 €</b>	<b>377,00 €</b>	<b>-69,0%</b>
<b>Autres charges</b>	<b>1 678,16 €</b>	<b>1 853,55 €</b>	<b>812,84 €</b>	<b>-56,1%</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>105 559,38 €</b>	<b>108 496,11 €</b>	<b>65 324,51 €</b>	<b>-39,8%</b>



## 2. Détail des éléments financiers



Les produits financiers sont quasi nuls, la société n'ayant que des placements à court terme, très peu rémunérés.

Les charges financières évoluent à la hausse depuis 2019 à cause de la contractualisation de nouveaux emprunts supplémentaires pour le financement des travaux du siège et l'achat de véhicules.

### D. L'analyse de l'endettement

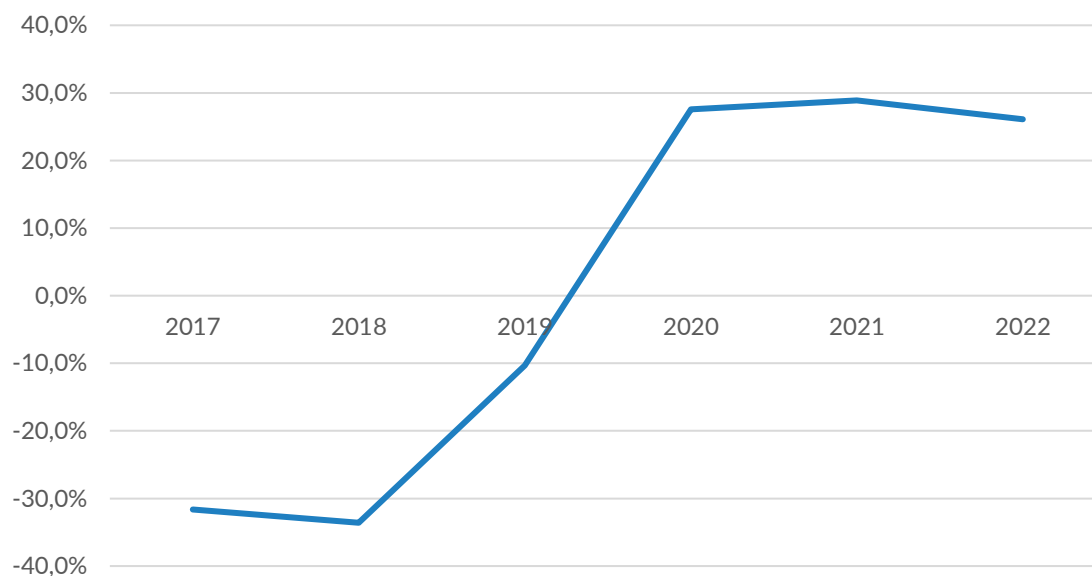
La dette de l'entreprise diminue légèrement en 2022 (-5%). Elle atteint 1 558 930 € en 2022 contre 1 645 803 € en 2021.

Pour rappel, l'endettement avait connu une hausse importante en 2020 avec la mise en place d'un emprunt pour financer les travaux d'agrandissement du siège.

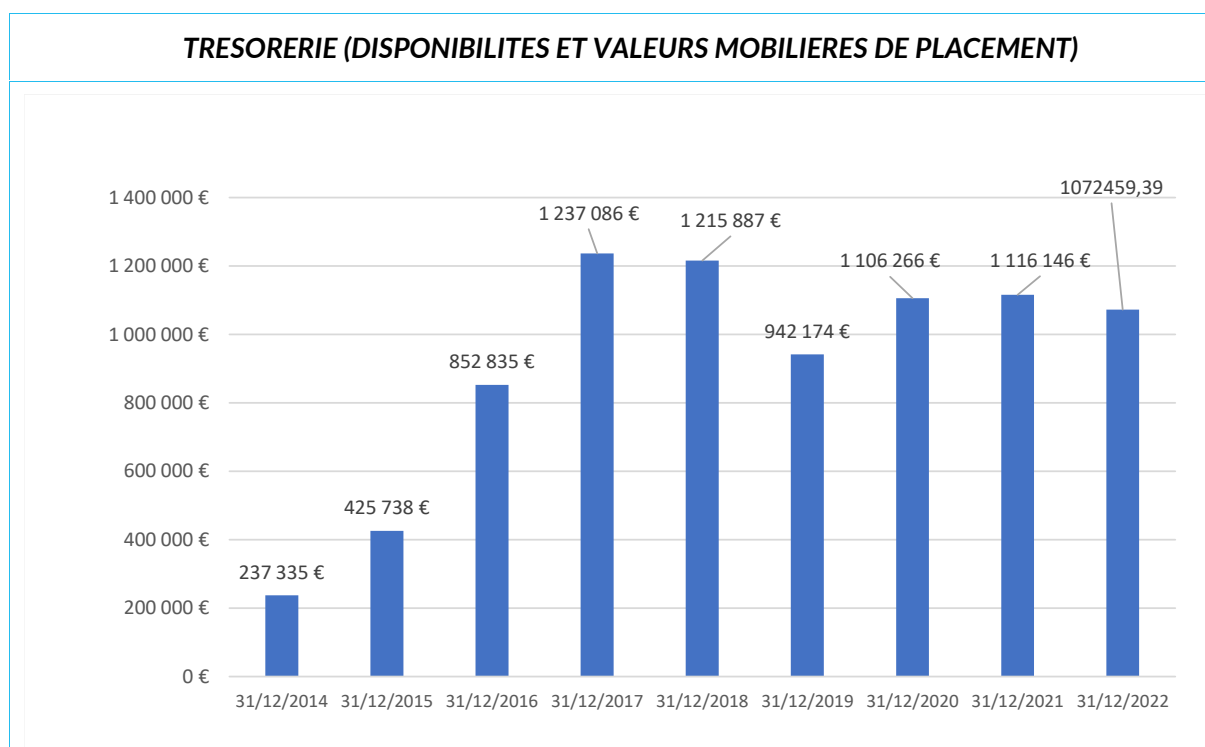
En 2022, la société a contracté un nouveau prêt pour le financement de l'achat de trois véhicules : porte caisson, tracteur et remorque FMA, nécessaires pour faire face à la hausse de l'activité.

Les ratios financiers restent solides. En effet, le taux d'endettement net diminue et s'établit en 2022 à 26,1%, ce qui montre que la SEMA-E n'est pas très dépendante des financements externes et garde donc des marges de manœuvres générées par ses fonds propres importants.

## Taux d'endettement net



## E. Évolution de la trésorerie



Depuis 2014, la trésorerie de la SEMA-E a augmenté grâce à la vente de matériel à Saumur Agglopropreté et, en 2017 à la vente de la déchèterie à la Communauté d'agglomération.

En 2018 et 2019, la SEMA-E a investi dans de nouveaux projets (Saumur Energies Vertes et Or Norme) avec des versements importants en compte courants. Ces investissements, cumulés avec le paiement des premières échéances pour les travaux de l'agrandissement du siège en 2019, ont contribué à une réduction du montant de la trésorerie, qui restait toutefois à un niveau confortable.

Depuis 2020, une partie de la trésorerie est investie dans des comptes à terme, sécurisés et permettant une rémunération des liquidités. La hausse des taux d'intérêt depuis la fin de l'année 2022 permettra de maximiser les produits dès l'exercice 2023.

## C. Factures non réglées à la date de clôture

Article D. 441 I, 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus
Montant total TTC des factures concernées	240 156 €	8 774 €	2 779 €	-3 229 €

Article D. 441 I, 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus
Montant total TTC des factures concernées	221 036 €	95 688 €	11 676 €	19 479 €

Distribution des dividendes : aucun dividende n'a été versé lors des 3 derniers exercices

## Partie 4. APPORTS DE LA SÉMA-E À LA COLLECTIVITE

### A. Présentation des EPL

EPL = ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES		
Entreprises	Publiques	Locales
Les EPL sont des sociétés anonymes régies pour l'essentiel par le Code de commerce. Ce statut est gage de souplesse, de réactivité et de transparence pour les collectivités locales à la fois actionnaires et clientes. Dans les Sem, les actionnaires privés apportent leur savoir-faire et contribuent au management de l'entreprise. Comme toutes les entreprises, les EPL recherchent la satisfaction du client, la performance de gestion, la création de résultats ainsi que la motivation de ses salariés et actionnaires.	Les EPL interviennent dans le cadre des compétences des collectivités locales et se voient ainsi confier la réalisation ou la gestion de multiples missions et services d'intérêt public. Le capital des EPL est majoritairement ou exclusivement détenu les collectivités locales. Une telle maîtrise est pour ces dernières l'assurance que les EPL intégreront pleinement leurs orientations stratégiques et politiques.	L'une des principales forces des Epl réside dans la connaissance du territoire dans lequel elles sont enracinées. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises in délocalisables.

#### *La performance*

Les EPL proposent une véritable gestion d'entreprise, source de performance, de réactivité et de souplesse. Leurs salariés relèvent du droit privé de même que leur comptabilité. Satisfaction du client, recherche de la rentabilité, rapidité des circuits de décision, adéquation constante des moyens aux objectifs de l'entreprise, sont les autres véritables plus apportés par les EPL à la gestion publique locale.

#### *L'ancrage territorial*

Les EPL sont des entreprises localement enracinées et dédiées à l'attractivité, au développement et à la cohésion des territoires de leurs actionnaires publics. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises in délocalisables.

#### *La transparence*

Les EPL se caractérisent également par la transparence de leur gestion. Ce sont des sociétés très contrôlées, cumulant des contrôles internes et externes à la fois publics (par exemple : Chambre régionale des comptes) et privés (par exemple : Services fiscaux).

#### *La priorité donnée à l'intérêt général et aux citoyens*

Si les EPL doivent s'inscrire dans une logique de performance, celle-ci n'est pas guidée par une recherche exclusive de profits. Dans une EPL, l'intérêt général et celui des citoyens priment sur les intérêts purement financiers.

## **B. Apports de la société à la CASVL et au territoire**

### *Lien entre la Séma-E et la CASVL*

Suite à la création de la SPL Saumur Agglopropreté, la Séma-E n'intervient pas en direct pour la CASVL, mais plutôt en sous-traitance de Saumur Agglopropreté (transport de déchets, gestion du centre de transfert).

### *En tant que prestataire pour les acteurs du territoire*

La société assure des prestations pour les collectivités du territoire. Elle réalise en effet des :

- prestations de balayage (contrats annuels ou pluriannuels) ;
- prestations de collecte de déchets ;

Par ailleurs, elle assure des services à destination d'établissements publics du territoire : IFCE, Hôpital de Saumur, établissements scolaires et d'enseignement agricole, mais aussi pour Saumur Habitat.

Elle compte aussi parmi ses clients des acteurs touristiques importants du saumurois comme les campings.

La Séma-E a conclu par ailleurs différents marchés qui impactent directement ou indirectement sur le coût du service « déchets ménagers » de la CASVL : transport des déchets recyclables à Saint Barthélémy d'Anjou et de refus de tri vers Lasse, transport des déchets verts de Bellevue à Cizay-la-Madeleine. Le fait de disposer de cette structure de transport, localisée sur le centre d'environnement de Bellevue, permet d'optimiser les trajets vers les différents exutoires, en cherchant au maximum à ne pas rouler à vide et en limitant les trajets inutiles.

La SEMA-E a également remporté plusieurs marchés de transport de déchets hors de l'Agglomération Saumuroise. Ces contrats permettent de générer des ressources hors du territoire et de les réinvestir, sous différentes formes, sur le territoire Saumurois (investissements, emplois, mutualisation pour permettre d'être compétitifs pour les clients locaux).

Par ailleurs, la SPL a sous-traité à la Séma-E par appel d'offres la gestion du centre de transfert. Cela permet à la Séma-E d'optimiser l'exploitation de la déchèterie pour les professionnels de Bellevue et de mutualiser les coûts de fonctionnement du site entre les deux sociétés. Fin 2019, la SPL a remis en concurrence l'exploitation du centre de transfert. La SEMA-E a été retenue pour une durée de 5 ans, soit de 2020 à 2024.

Enfin, la Séma-E assure le portage immobilier du siège de la SPL permettant à cette société de bénéficier d'équipements de qualité. La Séma-E a répondu favorablement au besoin en locaux de Saumur Agglopropreté en portant un important projet de rénovation et agrandissement des locaux du siège social, permettant à la société d'accueillir du personnel supplémentaire en 2020.

Ainsi, on considère que la société assure bien une mission d'intérêt général, puisqu'elle apporte un service aux collectivités locales et aux établissements publics du territoire.

### *Les apports financiers à la collectivité*

La société contribue, en tant qu'acteur économique, au budget de la collectivité, par le biais de la CFE-CVAE, de la taxe foncière et de la TEOM.

## *Evolution de la SemA-E vers la production et la commercialisation d'énergies renouvelables et vers l'économie circulaire*

Le Conseil d'administration a souhaité que la SémA-E s'oriente vers les énergies renouvelables et l'économie circulaire. Cette orientation a été validée par CASVL en conseil communautaire du 16 avril 2017.

C'est pourquoi des parts ont été prises dans Saumur Energies Vertes et dans la société Or Norme. La SémA-E a évolué en tant qu'outil d'investissement de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

La SémA-E est très impliquée dans ces projets, y mobilise d'importants moyens humains et financiers, grâce à sa solidité financière (apport en capital et en compte courant).

La SémA-E prend donc une part dans la mise en œuvre de la transition énergétique du territoire et constitue un des bras armés de la collectivité.